

TURQUIE

Rencontre aujourd'hui à Istanbul des ministres syriens et irakiens

Les ministres irakien et syrien des Affaires étrangères se retrouveront aujourd'hui à Istanbul pour discuter des tensions entre les deux pays, une réunion à laquelle participeront leur homologue turc et le secrétaire général de la Ligue arabe, a-t-on appris hier de source turque.

La Turquie a lancé une médiation entre les deux pays pour surmonter la crise née d'accusations de Bagdad contre Damas concernant la lutte contre le terrorisme, en dépêchant son ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu à Bagdad puis à Damas. La réunion d'Istanbul suivra des entre-

tiens préparatoires qui ont eu lieu mardi à Ankara entre responsables irakiens et syriens qui ont porté «sur les questions relatives au renseignement, au niveau technique», selon les responsables turcs.

Elle permettra de réunir les ministres Hoshyar Zebari d'Irak et Walid Muallem de Syrie ainsi que M. Davutoglu et Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe, a indiqué le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères Burak Özügergin. Le diplomate a refusé de dire si les parties avaient pu parvenir à une percée dans leurs discussions de la veille. «Notre objectif est de réduire les tensions», a-t-il souligné.



Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan.

Le président syrien Bachar al-Assad devait également avoir hier après-midi un entretien à Istanbul avec le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan avant d'assister avec lui à un repas de rupture du jeûne du Ramadan.

Le porte-parole du gouvernement irakien Ali Dabbagh a annoncé lundi que l'Irak allait présenter mardi à Ankara des preuves sur l'implication de groupes basés en territoire syrien dans des attentats meurtriers commis fin août à Bagdad. M. Dabbagh faisait référence à un double attentat contre deux ministères, le 19 août, qui a fait 95 morts et 600 blessés.

L'Irak a accusé la Syrie d'abriter les commanditaires de ces attentats, ce que Damas a démenti.

Les tensions se sont aggravées avec le rappel mutuel fin août des ambassadeurs des deux pays.

Photos : DR

BOSNIE

Quatre ex-soldats musulmans arrêtés pour crimes de guerre

La police bosniaque a arrêté hier quatre anciens soldats musulmans bosniaques accusés de crimes de guerre commis contre des civils croates bosniaques durant le conflit intercommunautaire de Bosnie (1992-1995), a-t-on indiqué de source judiciaire. Les quatre hommes, âgés de 40 à 53 ans, sont accusés d'avoir participé «en avril 1993 à une attaque contre le village croate de Tusina (sud) dans laquelle 19 civils et trois soldats croates bosniaques ont été tués», dit-on dans un communiqué du parquet de Bosnie.

Bien qu'alliés contre les forces serbes bosniaques durant le conflit, les Croates et les Musulmans de Bosnie se sont fait la guerre pendant onze mois en 1993 et 1994.

Le conflit bosniaque a fait quelque 100 000 morts et 2,2 millions de réfugiés et de personnes déplacées, soit la moitié de la population du pays.

Les anciens hauts responsables accusés de crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie sont jugés par le Tribunal pénal international (TPI) qui siège à La Haye.

Les tribunaux locaux sont autorisés par le TPI à juger les affaires de moindre importance.

Le chef de la majorité au Liban Saâd Hariri a été de nouveau chargé de former un gouvernement d'union, près d'une semaine après y avoir renoncé en raison de divergences persistantes avec le camp mené hier par le Hezbollah a annoncé hier la présidence de la République.

«A la suite des consultations contraignantes avec les députés, le président de la République (Michel Sleïmane) (...) a chargé Saâd Hariri de former un gouvernement», a annoncé la présidence dans un communiqué dont l'AFP a obtenu une copie. Au terme de ces consultations de deux jours entre M. Sleïmane et les membres

du Parlement, le fils de l'ancien Premier ministre assassiné Rafic Hariri a obtenu 73 voix, soit l'ensemble de la majorité soutenue par l'Occident et celles de deux députés arméniens de la minorité menée par le Hezbollah chiite. Le Hezbollah et ses autres alliés se sont abstenus de proposer le nom de M. Hariri à ce poste réservé aux musulmans sunnites.

Mais la désignation de M. Hariri, désigné une première fois le 27 juin, ne devrait pas mettre fin à l'impasse gouvernementale, qui ravive la tension dans le pays plus d'un an après des affrontements sanglants entre partisans des deux bords.



Saâd Hariri.

LIBAN

Saâd Hariri de nouveau chargé de former son gouvernement

SIERRA LEONE

124 morts et disparus dans un naufrage en mer

Le bilan officiel du naufrage survenu le 8 septembre au large de la Sierra Leone est de 124 morts et disparus, et 39 passagers rescapés, a indiqué hier le porte-parole du gouvernement à Freetown.

«39 ont été sauvés, 61 corps ont été retrouvés et 63 passagers sont portés disparus», a annoncé le ministre de l'Information Ibrahim Ben Kargbo, citant le rapport d'un groupe de travail spécialement créé à la présidence de ce pays d'Afrique de l'Ouest.

Ces chiffres sont inférieurs aux précédents bilans communiqués à l'AFP. Samedi dernier, le lieutenant Mohamed Turay, de l'unité de surveillance de la Marine avait annoncé à l'AFP que «120 morts» avaient été «enterrés» et que



beaucoup d'autres passagers étaient portés disparus.

Le porte-parole du gouvernement a ainsi annoncé que le

bateau transportait «163 personnes» alors que diverses sources policières et administratives avaient auparavant annoncé que la liste officielle des passagers comptait «261» noms et que le nombre réel de personnes embarquées devait dépasser les 300. Le bateau, parti de la ville côtière de Shenge (sud) à destination du village de pêcheurs de Tombo (à la périphérie de Freetown), avait été pris dans une tempête au large des côtes sud de la Sierra Leone, et avait coulé en quelques minutes, selon les témoignages. Pour expliquer la catastrophe, le rapport du groupe de travail pointe «la surcharge du bateau, la mer déchaînée, l'incompétence du capitaine et le non-respect des règles de sécurité», selon le ministre. Tous

les bateaux de transport de passagers doivent être rappelés pour une inspection avant le 4 octobre, «afin d'évaluer s'ils peuvent prendre la mer», a indiqué le gouvernement. Une agence de gestion des catastrophes indépendante doit par ailleurs être créée. Les propriétaires de bateau, opérateurs maritimes et pêcheurs artisanaux devraient également être sensibilisés à la nécessité d'améliorer la sécurité, notamment par le port de gilets de sauvetage.

Pour venir en aide aux rescapés, l'Organisation mondiale de la santé, le Programme alimentaire mondial et la Croix-Rouge sont intervenus pour fournir des médicaments, vivres, couvertures et matelas aux cliniques de Shenge (sud).